

689482-2026 - Competition

France – Sporting services – Prestations de services à destination des collaborateurs de la CDC et d'ICDC

OJ S 194/2026 07/10/2026

Contract or concession notice – standard regime

Services

1. Buyer

1.1. Buyer

Official name: Caisse des dépôts et consignations

Email: sdpaplace@caissedesdepots.fr

Legal type of the buyer: Body governed by public law

Activity of the contracting authority: Economic affairs

2. Procedure

2.1. Procedure

Title: Prestations de services à destination des collaborateurs de la CDC et d'ICDC

Description: Prestations de services à destination des collaborateurs de la CDC et d'ICDC

Procedure identifier: 5f42157c-df4e-4705-a0f5-1bbda1b8d4f2

Internal identifier: 20265009

Type of procedure: Open

The procedure is accelerated: no

Main features of the procedure: La procédure de passation utilisée est l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique. Elle est non allotie. Au sens de l'article L.2125-1 1° du code de la commande publique, il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire, traité à prix mixtes. Il comprend des prestations à prix forfaitaires indiqué dans la Décomposition globale et forfaitaire (DPGF) en application de l'article R. 2112-3, ainsi que des prestations exécutées par le biais de bons de commande en application du Bordereau des prix unitaires (BPU) émis au fur et à mesure des besoins au sens des articles R. 2162-2, R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique. L'accord-cadre est conclu sans montant minimum mais avec un montant maximum de 1 000 000 € HT soit 1 200 000 € TTC, en application des articles R. 2162-1 à R.2162-6 et des articles R.2162-13 à R2162-14 du code de la commande publique. Ce montant porte sur la durée totale de l'accord-cadre, toutes reconductions comprises. L'accord-cadre est conclu pour une durée ferme d'un (1) an à de la notification de l'ordre de service de démarrage des prestations (prévu en septembre 2027). La notification est réalisée via la plateforme de dématérialisation de l'Acheteur. La date de notification est la date de l'accusé de réception ou à défaut de consultation dans un délai de huit (8) jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil acheteur. L'accord-cadre pourra être reconduit tacitement 3 fois pour une nouvelle durée de 1 an sans que la durée totale de l'accord-cadre ne puisse excéder 4 ans. La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par l'Acheteur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction. La décision de ne pas reconduire l'accord-cadre ne donne droit à aucune indemnité. La date prévisionnelle de notification de l'accord-cadre est prévue mars 2027. Une prestation supplémentaire éventuelle (PSE) obligatoire est prévue dans le cadre du présent Accord-

cadre. La PSE obligatoire est détaillée dans le CCTP. Les variantes à l'initiative des candidats ne sont pas autorisées. Toute variante proposée par les candidats sera rejetée sans examen. Le rejet d'une variante n'entraînera pas celui de l'offre de base, dès lors que cette dernière est individualisée et distincte de la variante. Les critères retenus pour le jugement des offres sont définis dans le règlement de la consultation. Le dossier de consultation des entreprises (DCE) est dématérialisé et disponible gratuitement et téléchargeable uniquement à l'adresse électronique suivante : www.marches-publics.gouv.fr. Les dépôts de plis doivent être impérativement remis par voie dématérialisée. La transmission des plis sur un support physique électronique n'est pas autorisée. Cette consultation permet aux entreprises de candidater sur la base de leur seul numéro de SIRET en complétant le formulaire de candidature en ligne DUME. Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser : - SOIT les formulaires Dc1 et Dc2 disponibles gratuitement sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj> /formulaires, - SOIT utiliser le document unique de marcheupéen (DUME). Les documents à remettre au titre de l'offre sont listés à l'article 5 du règlement de la consultation. Conformément à la législation française, l'ouverture des offres n'est pas publique. Les modalités de transmission électronique des plis sont précisées dans le règlement de la consultation. La signature électronique des pièces demandées au titre de la candidature et de l'offre n'est pas obligatoire au moment du dépôt du pli. En effet, en application des dispositions issues Code de la commande publique, la signature de l'acte d'engagement ne sera exigée qu'au moment de l'attribution de l'accord-cadre. Pour rappel, la signature devra émaner d'une personne habilitée à engager la responsabilité du candidat.

2.1.1. Purpose

Main nature of the contract: Services

Main classification (cpv): 92600000 Sporting services

2.1.2. Place of performance

Country subdivision (NUTS): Paris (FR101)

Country: France

2.1.3. Value

Estimated value excluding VAT: 1 000 000,00 EUR

Maximum value of the framework agreement: 1 000 000,00 EUR

2.1.4. General information

Additional information: la donnée renseignée au champ BT-113 Nombre maximum de participants au marché constitue une donnée technique qui n'a aucune valeur juridique

Legal basis:

Directive 2014/24/EU

Sans objet

Applicable cross-border law: Sans objet

2.1.6. Grounds for exclusion

Sources of grounds for exclusion: Procurement Document

5. Lot

5.1. Lot: LOT-0001

Title: Prestations de services à destination des collaborateurs de la CDC et d'ICDC

Description: Prestations de services à destination des collaborateurs de la CDC et d'ICDC

Internal identifier: 20265228

5.1.1. Purpose

Main nature of the contract: Services

Main classification (cpv): 92600000 Sporting services

5.1.2. Place of performance

Town: Paris

Country subdivision (NUTS): Paris (FR101)

Country: France

5.1.3. Estimated duration

Duration: 48 Months

5.1.6. General information

Reserved participation:

Participation is not reserved.

Procurement Project not financed with EU Funds.

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement (GPA): yes

Additional information: la donnée renseignée au champ BT-113 Nombre maximum de participants à l'accord-cadre constitue une donnée technique qui n'a aucune valeur juridique.

5.1.9. Selection criteria

Sources of selection criteria: Procurement Document

5.1.10. Award criteria

Criterion:

Type: Quality

Criterion:

Type: Price

5.1.11. Procurement documents

Address of the procurement documents: <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

5.1.12. Terms of procurement

Terms of submission:

Electronic submission: Required

Address for submission: <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

Languages in which tenders or requests to participate may be submitted: French

Electronic catalogue: Not allowed

Variants: Not allowed

Deadline for receipt of tenders: 05/11/2026 11:30:00 (UTC+02:00) Eastern European Time, Central European Summer Time

Duration during which the tender must remain valid: 6 Months

Terms of contract:

The execution of the contract must be performed within the framework of sheltered employment programmes: No

Electronic invoicing: Required

Electronic ordering will be used: no

Electronic payment will be used: no

5.1.15. Techniques

Framework agreement:

Framework agreement, without reopening of competition

Maximum number of participants: 100

Information about the dynamic purchasing system:

No dynamic purchase system

5.1.16. Further information, mediation and review

Review organisation: Tribunal administratif de Paris

Information about review deadlines: 1) jusqu'à la signature du marché, le référé précontractuel contre la procédure d'attribution (article L. 5511 du code de justice administrative) ; 2) dans un délai de 31 jours suivant la publication de l'avis d'attribution ou, en l'absence de publication d'avis d'attribution, dans les 6 mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat : référé contractuel contre le contrat (art. L.55113 à L.55123 du Code de Justice Administrative) ; 3) dans un délai de 2 mois à compter de la publicité de l'avis d'attribution du marché : recours de pleine juridiction en contestation de la validité du marché ou de certaines de ses clauses non règlementaires qui en sont divisibles assorti, le cas échéant, d'une demande tendant

Organisation providing more information on the review procedures: Tribunal administratif de Paris

8. Organisations

8.1. ORG-0001

Official name: Caisse des dépôts et consignations

Registration number: 18002002601199

Postal address: 56 rue de Lille

Town: Paris

Postcode: 75007

Country subdivision (NUTS): Paris (FR101)

Country: France

Contact point: Département des achats

Email: sdpaplace@caissedesdepots.fr

Telephone: 0158500000

Buyer profile: <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

Roles of this organisation:

Buyer

8.1. ORG-0002

Official name: Tribunal administratif de Paris

Registration number: 17750005500013

Postal address: 7 rue Jouy

Town: Paris

Postcode: 75004

Country subdivision (NUTS): Paris (FR101)

Country: France

Email: greffe.ta-paris@juradm.fr

Telephone: 0144594400

Roles of this organisation:

Review organisation

Organisation providing more information on the review procedures

Notice information

Notice identifier/version: 99634ab4-31ec-493e-8025-890ba0640022 - 01

Form type: Competition

Notice type: Contract or concession notice – standard regime

Notice subtype: 16

Notice dispatch date: 05/10/2026 18:08:14 (UTC+02:00) Eastern European Time, Central European Summer Time

Languages in which this notice is officially available: French

Notice publication number: 689482-2026

OJ S issue number: 194/2026

Publication date: 07/10/2026